

BULLETIN D'INFORMATION

TRUMP ATTAQUE LES IMMIGRANTS AVEC DE FAUSSES ACCUSATIONS DE MANGER DES ANIMAUX DE COMPAGNIE LORS D'UN DÉBAT AVEC HARRIS

Lors de son débat télévisé mardi soir avec sa rivale démocrate Kamala Harris, le candidat républicain à la présidence Donald Trump a lancé une violente attaque contre les immigrants, répétant de fausses allégations sur les nouveaux arrivants d'Haïti dans l'État de l'Ohio, affirmant qu'ils "mangent des chats". Trump a ajouté : "À Springfield, les immigrants mangent des chiens - les personnes qui sont venues - ils mangent des chats, ils mangent les animaux de compagnie des habitants. C'est ce qui se passe dans notre pays." Cette déclaration a été faite malgré le fait que le maire de Springfield ait confirmé que l'histoire était inventée et sans fondement.



LE PHÉNOMÈNE DES « FLUX INVERSES » : DES MIGRANTS TRAVERSENT ILLÉGALEMENT DE LA GRANDE-BRETAGNE VERS LA FRANCE

Contrairement aux dizaines de milliers de migrants qui traversent chaque année la Manche en direction du Royaume-Uni, un nombre plus restreint effectue le trajet en sens inverse, un phénomène que les autorités françaises qualifient de « flux inverses ». Bien que cela reste un phénomène marginal et peu étudié, il commence à attirer l'attention des responsables français. En 2024, 93 migrants ont été appréhendés en tentant d'entrer illégalement en France depuis le Royaume-Uni, selon des données de la région des Hauts-de-France. Louis-Xavier Thirode, préfet chargé de la sécurité et de la défense dans la région, a noté que les autorités françaises avaient enregistré « moins de cinq migrants les années précédentes », soulignant la vigilance des services français contre les entrées illégales depuis la Grande-Bretagne. Bien que les chiffres restent faibles, ils augmentent progressivement. Le Royaume-Uni est perçu comme une « porte dérobée » pour les migrants venant d'Afrique du Nord. Deux types de migrants sont impliqués dans ces flux inverses : le premier groupe cible la France comme destination finale et est souvent arrêté dans les transports publics ou à la frontière française. Ces individus se trouvent généralement en situation irrégulière, sont notifiés de quitter le territoire français, détenus dans des centres administratifs, ou cherchent parfois l'asile. D'autre part, Mathilde Boutell, cheffe de cabinet régionale chargée de la lutte contre l'immigration illégale, a souligné que de nombreux migrants, principalement originaires du Maroc et du Pakistan, entrent en Europe avec des visas délivrés par le Royaume-Uni, sans aucun antécédent en France. En août 2023, environ 22 migrants nord-africains, dont des Algériens, des Marocains et des Tunisiens, ont été appréhendés à Douvres alors qu'ils tentaient d'entrer illégalement en France via un camion. Cette nouvelle méthode permet aux migrants d'éviter la dangereuse traversée de la Méditerranée et d'entrer légalement au Royaume-Uni. Une source policière britannique a noté que bien que ces migrants possèdent des permis d'entrée valides pour le Royaume-Uni, ils sont considérés comme illégaux en France en raison de fausses allégations. Ce phénomène inhabituel nécessite des efforts diplomatiques pour comprendre comment ces individus arrivent, et les autorités françaises surveillent de près la situation.

LA COMMISSION EUROPÉENNE APPELLE À DES MESURES « PROPORTIONNÉES » ET EXCEPTIONNELLES ALORS QUE L'ALLEMAGNE RENFORCE LES CONTRÔLES AUX FRONTIÈRES POUR LUTTER CONTRE L'IMMIGRATION ILLÉGALE



La Commission européenne a appelé hier à la mise en œuvre de mesures « proportionnées » et exceptionnelles après l'annonce de l'Allemagne d'étendre la surveillance temporaire des frontières pour lutter contre l'immigration illégale. Un porte-parole de la Commission à Bruxelles a souligné que la réintroduction de contrôles aux frontières internes en Europe pourrait être nécessaire, mais doit rester « nécessaire et proportionnée », insistant sur le fait que ces mesures doivent toujours être exceptionnelles. L'Allemagne, de son côté, a annoncé qu'elle renforcerait la surveillance des frontières sur l'ensemble de ses frontières terrestres à partir du 16 septembre pour une période initiale de six mois afin de faire face à l'immigration illégale, qui provoque une crise politique pour le gouvernement dirigé par Olaf Scholz face à la montée de l'extrême droite. Les mesures concernent les frontières avec la France, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Belgique et le Danemark, en plus des contrôles existants avec la Pologne, la République tchèque, l'Autriche et la Suisse. Berlin a souligné que ces mesures sont cruciales pour protéger la sécurité intérieure contre les menaces actuelles et la criminalité transfrontalière, et la Commission européenne a été informée de cette décision.

La Mauritanie refuse de jouer le rôle de "garde-frontière" et affirme sa souveraineté dans la gestion de la migration irrégulière



Le ministre de l'Intérieur mauritanien, Mohamed Ahmed Ould Mohamed El Amin, a souligné que son pays ne jouera pas le rôle de garde-frontière pour d'autres nations et se concentrera uniquement sur la sécurisation de ses frontières pour protéger ses intérêts, sa sécurité et sa stabilité. Cette déclaration a été faite lors de son discours devant le parlement mardi, lors du vote sur un nouveau projet de loi concernant la migration irrégulière. Le ministre a précisé que la Mauritanie gèrera la migration irrégulière conformément aux lois internationales, aux accords et aux principes des droits de l'homme, soulignant l'engagement du gouvernement à aligner les lois sur la migration avec les normes nationales et internationales et à respecter le principe de réciprocité dans les relations internationales afin de sauvegarder les intérêts des communautés mauritaniennes à l'étranger. Ould Mohamed El Amin a noté que le nombre de migrants expulsés est en augmentation, avec 10 753 migrants expulsés au cours des huit premiers mois de cette année, soit une hausse de 14 % par rapport à l'année dernière où plus de 9 000 étrangers ont été expulsés. Il a insisté sur le fait que la nouvelle loi vise à lutter contre ce phénomène et à atténuer ses impacts sécuritaires, sociaux et économiques, tout en allégeant la pression sur les ressources locales. Le ministre a également révélé que le gouvernement a effectué un recensement des migrants résidant en Mauritanie pour régulariser leur statut et les exempter des frais de résidence, enregistrant plus de 130 000 migrants dans la capitale, Nouakchott seulement. Il a décrit ce chiffre comme "significatif et révélateur de l'expansion alarmante de ce phénomène." La Mauritanie est un point de départ et de transit clé pour les migrants africains irréguliers se dirigeant vers l'Europe.



L'ALLEMAGNE RENFORCE LES CONTRÔLES AUX FRONTIÈRES POUR LUTTER CONTRE L'IMMIGRATION ILLÉGALE

L'Allemagne a annoncé un renforcement des contrôles sur ses neuf frontières terrestres pour lutter contre l'immigration illégale et renforcer la sécurité nationale. La ministre de l'Intérieur, Nancy Faeser, a confirmé le renforcement de la protection des frontières européennes et les restrictions à l'entrée des migrants, notant que 30 000 personnes se sont vu refuser l'entrée depuis 2023, un nombre qui devrait augmenter avec l'expansion des contrôles. Ces mesures ont suscité le mécontentement des pays voisins, alors que la pression monte sur le gouvernement allemand pour adopter une position plus ferme sur la migration.



LE MAROC DÉJOUÉ DES TENTATIVES DE MIGRATION ILLÉGALE DE 45 000 PERSONNES ET DÉMANTÈLE 177 RÉSEAUX DE TRAFIC DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE

Selon l'agence de presse officielle marocaine MAP, citant des données du ministère de l'Intérieur, les autorités marocaines ont déjoué les tentatives de 45 015 personnes de migrer illégalement vers l'Europe depuis janvier et ont démantelé 177 réseaux criminels impliqués dans le trafic de migrants. L'agence n'a pas fourni de données comparatives pour la même période en 2023, et le ministère de l'Intérieur n'a pas répondu à la demande de commentaire de Reuters. L'année dernière, le Maroc a empêché 75 184 personnes de tenter de rejoindre l'Europe, soit une augmentation de 6 % par rapport à l'année précédente. De plus, la marine marocaine a secouru 10 859 migrants en mer depuis le début de 2024. Le ministère de l'Intérieur a noté que le Maroc fait face à une pression migratoire croissante en raison de l'instabilité dans la région du Sahel et de la perméabilité des frontières. Le Maroc est un point de départ majeur pour les migrants africains se dirigeant vers l'Europe via la mer Méditerranée, l'océan Atlantique, ou en tentant de traverser les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla. Le Maroc et l'Espagne ont renforcé leur coopération dans la lutte contre la migration illégale après avoir résolu un différend diplomatique en 2022. Cependant, le mois dernier, des centaines de migrants ont profité d'un épais brouillard pour nager jusqu'à Ceuta, incitant davantage à tenter la route plus longue et plus dangereuse à travers l'Atlantique vers les îles Canaries.

UN CAMION TRANSPORTANT DES MIGRANTS ILLÉGAUX S'ÉCRASE EN CROATIE, BLESSANT 14 PERSONNES



Un camion transportant un groupe de migrants illégaux s'est écrasé en Croatie alors qu'il tentait de fuir la police, blessant 14 migrants, dont certains sont dans un état grave. Le camion, portant des plaques d'immatriculation suisses, a percuté un poteau électrique sur une route rurale près de la frontière avec la Bosnie-Herzégovine après que le conducteur a ignoré les ordres de la police de s'arrêter et a accéléré pour tenter de s'échapper. Parmi les blessés, on compte sept enfants, tous transportés à l'hôpital pour y recevoir des soins. Les migrants originaires de Syrie et d'Afghanistan utilisent souvent cet itinéraire via la Bosnie et la Croatie pour atteindre l'Europe de l'Ouest. Selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, il y avait environ 2 000 réfugiés et migrants dans des centres d'asile en Bosnie à la fin du mois de juillet.



Le chavirement d'un bateau de migrants au large du Sénégal fait neuf morts

Au moins neuf personnes sont décédées après le chavirement d'un bateau de migrants au large des côtes du Sénégal, marquant un autre incident tragique pour les migrants tentant de rejoindre l'Europe. La marine sénégalaise a rapporté que le bateau s'est renversé dimanche près des côtes de Mbour (ouest), ce qui a déclenché une opération de recherche impliquant trois navires et un avion de surveillance maritime espagnol. Neuf corps ont été récupérés et trois survivants ont été identifiés, avec un nombre indéterminé de personnes secourues par des pêcheurs locaux. Le nombre exact de personnes disparues reste inconnu. Les opérations de recherche ont continué lundi le long des côtes, et des résidents locaux ont rapporté que le bateau transportait des dizaines de migrants, bien que cela n'ait pas été officiellement confirmé. Le Sénégal est un point de départ majeur pour les migrants africains risquant leur vie pour traverser l'océan Atlantique et rejoindre l'Europe, en particulier via les îles Canaries. Des milliers de personnes ont perdu la vie en tentant de rejoindre l'Europe ces dernières années, avec plus de 22 000 migrants arrivés aux îles Canaries depuis le début de l'année, soit plus du double du nombre de l'année précédente.



LA GARDE CÔTIÈRE ITALIENNE RÉCUPÈRE 6 CORPS DE MIGRANTS AU LARGE DES CÔTES SICILIENNES APRÈS LE CHAVIREMENT D'UN BATEAU

Les médias italiens ont rapporté dimanche que la Garde côtière avait récupéré six corps au large des côtes de la Sicile, supposés être parmi les disparus d'un incident de chavirement d'un bateau de migrants survenu plus tôt ce mois-ci, qui transportait 21 personnes à bord. Mercredi dernier, la Garde côtière a annoncé la récupération de sept corps, tous des hommes originaires de Syrie, d'un bateau partiellement submergé au sud-ouest de l'île de Lampedusa. Les survivants ont raconté aux équipes de secours qu'ils avaient quitté la Libye début septembre et que 21 des 28 personnes à bord, dont trois enfants, étaient tombées à la mer en raison des mauvaises conditions météorologiques. L'agence de presse italienne "AGI" a rapporté que les secouristes pensent que les six corps font partie des disparus, en se basant sur l'emplacement où ils ont été retrouvés.



CONTROVERSE EN SUISSE SUR L'EXPULSION DE 260 DEMANDEURS D'ASILE ÉRYTHRÉENS MALGRÉ LE REFUS DE L'ÉRYTHRÉE DE LES ACCEPTER

La crise humanitaire en Suisse s'aggrave alors que le débat sur l'expulsion de 260 demandeurs d'asile érythréens rejetés se poursuit, l'Érythrée refusant de les accepter. Malgré la présence de 40 000 Érythréens en Suisse, ce petit groupe de demandeurs d'asile rejetés est devenu le centre de l'attention politique et médiatique. Les politiciens suisses réclament l'expulsion de ces personnes depuis plus d'un an, mais leurs efforts ont été entravés par le refus de l'Érythrée de les accueillir. Les migrants érythréens en Suisse sont souvent critiqués pour leur manque d'intégration, leurs difficultés à apprendre la langue et leur dépendance à l'aide sociale. Eduard Gnesa, l'ancien directeur de l'Office fédéral des migrations, a déclaré dans une interview au journal "Neue Zürcher Zeitung" qu'il existe de multiples raisons à l'échec de l'intégration des Érythréens. Dans ce contexte, l'activiste érythréenne Veronica Almedom, résidant en Suisse, a annoncé sa candidature pour le Parti des Verts, suscitant une controverse supplémentaire et une augmentation des tensions. Avec une hostilité publique croissante envers les Érythréens, même ceux qui se sont bien intégrés dans la société, la pression politique pour expulser les demandeurs d'asile rejetés s'est intensifiée. La question a suscité de vives critiques sur les réseaux sociaux, certains appelant à un accord rapide avec l'Érythrée pour entamer le processus d'expulsion.

L'ALLEMAGNE IMPOSE DES CONTRÔLES AUX FRONTIÈRES POUR LUTTER CONTRE L'IMMIGRATION ILLÉGALE ET RENFORCER LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE



Le gouvernement allemand a annoncé lundi qu'il imposera des contrôles temporaires sur toutes les frontières terrestres du pays à partir du 16 septembre pour une durée de six mois, dans le but de lutter contre l'immigration illégale et d'améliorer la sécurité des citoyens. La ministre de l'Intérieur, Nancy Faeser, a déclaré : « Nous travaillons à renforcer la sécurité intérieure et continuons à mettre en œuvre notre plan fort pour faire face à l'immigration illégale. » Ces mesures font partie de la position plus stricte de l'Allemagne sur la migration ces dernières années, alors que le gouvernement cherche à reprendre le contrôle face au soutien croissant pour le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD). Les récentes attaques au couteau ont intensifié les préoccupations concernant la migration, en particulier avec l'implication de certains demandeurs d'asile dans ces incidents. Daech a revendiqué la responsabilité d'une attaque au couteau dans la ville de Solingen qui a tué trois personnes en août. À la suite de l'attaque, le chancelier allemand Olaf Scholz a promis de durcir les lois sur la possession d'armes, d'intensifier les expulsions et de réduire la migration irrégulière, indiquant la possibilité de former une équipe spéciale pour accélérer les expulsions si nécessaire.



La mère de Rachel Morin témoigne devant le Congrès sur la politique migratoire lors d'une audition judiciaire

Patti Morin, la mère de Rachel Morin, qui a été tuée l'année dernière sur le sentier du patrimoine "Ma and Pa", témoignera devant le Congrès mardi au sujet de la politique migratoire, selon l'avocat de la famille. L'avocat Randolph Rice a déclaré dans un communiqué de presse que Patti Morin témoignera devant le Comité judiciaire de la Chambre lors d'une audition intitulée "La crise des frontières sous Biden-Harris : la perspective d'une victime", prévue pour commencer à 10 heures du matin. Les autorités ont arrêté le suspect dans le meurtre de Rachel Morin, Víctor Martinez Hernandez, un Salvadorien de 23 ans, en juin dernier. Les procureurs ont indiqué que Hernandez était entré illégalement aux États-Unis. Martinez Hernandez fait face à plusieurs accusations, dont meurtre au premier et deuxième degré, viol au premier et deuxième degré, infraction sexuelle au troisième degré et enlèvement en lien avec la mort de Rachel Morin. Il est actuellement détenu sans caution au centre de détention du comté de Harford.

